



Chaire UNESCO
« Défis partagés du développement :
savoir, comprendre, agir »
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - IEDES

APPEL À COMMUNICATIONS

**Journée d'étude internationale
de la Chaire UNESCO *Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir***

**à l'Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP)/Université Joseph
Ki-Zerbo-Burkina Faso**

Reporté le 11 juin 2020

Populations, enjeux de développement et crises sécuritaires en Afrique

Avec le concours de l'Agence française de développement, du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'UMR Développement et Sociétés (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - IRD)



1. Contexte

La Chaire UNESCO *Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir* organise une troisième édition de sa Journée d'étude internationale annuelle.

Cette Chaire regroupe le Centre d'Etude de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB)-Belgique, l'Ecole de développement international et mondialisation (EDIM) de l'Université d'Ottawa-Canada, l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan-Côte d'Ivoire, la Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP) de l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako-Mali, l'Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne-France, l'Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou-Burkina Faso et l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry (UGLC-SC)-Guinée.





Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Chaire UNESCO
« Défis partagés du développement :
savoir, comprendre, agir »
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - IEDES

Les sept partenaires poursuivent ces objectifs communs :

- une pratique partagée et le soutien de la recherche pluridisciplinaire sur le développement et sur les défis de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD),
- l'activation de la mobilité des étudiant.e.s et des enseignant.e.s pour consolider et encourager de nouvelles formes de partenariats.
- le rayonnement des activités de la Chaire pour faire connaître la richesse et la diversité des savoirs et compétences de l'aire francophone en matière de développement international et soutenir la recherche sur et avec les *Suds*,
- le soutien apporté aux jeunes chercheur.e.s pour une pratique innovante de la recherche sur le développement.

Voir plus de détails sur la Chaire : www.chaireunescofisdev.org

Pour 2020, les membres de la Chaire ont conjointement décidé de consacrer leur Journée d'étude internationale annuelle à la problématique **Populations, enjeux de développement et crises sécuritaires** en Afrique.

Cette journée se tiendra à Ouagadougou le **29 mai 2020**.

Elle sera précédée les mercredi 27 et jeudi 28 mai d'un **atelier Jeunes Chercheur.e.s** de 2 jours pour approfondir conceptuellement et méthodologiquement les travaux en cours sur le thème de la Journée d'étude et renforcer les compétences des jeunes chercheurs en matière de valorisation et de publication.

2. Problématique

Les crises sécuritaires dans les pays du Sahel et les situations d'urgences humanitaires qu'elles engendrent sont à l'agenda de nombreuses institutions internationales et nationales. Ces crises soulèvent de nombreux défis :

- ceux de l'identification de leurs facteurs multiples dans chaque contexte territorial et sociétal;
- ceux de la compréhension de leur dynamique propre à différentes échelles de temps et d'espace ;
- ceux des effets de contagion et d'interactions négatives ;
- ceux de leur contingentement incertain et de leur résolution durable, du fait de la pluralité d'acteurs, d'intérêts, de rationalités et de légitimités.

Les dynamiques démographiques locales, nationales et sous-régionales constituent un angle mort de la recherche pour la compréhension de ces crises.



La part démographique (négligée) des crises sécuritaires

En effet, ces crises sécuritaires et leurs urgences humanitaires appellent tout particulièrement à ce que l'on comprenne les réalités des populations locales, ainsi que la manière dont ces réalités s'articulent et même contribuent à des contextes et agendas de déstabilisation.

Ces crises nous rappellent également que ces populations sont victimes de la violence engendrée par ces situations, violence qui mine leurs efforts de développement. Les crises sécuritaires de façon générale et celle que connaissent les pays du Sahel et d'autres comme le Nigéria ou le Cameroun sont favorisées par des contextes démographiques spécifiques, qu'il s'agisse d'un contexte de pauvreté et d'inégale répartition des ressources ou d'enjeux socio-économiques importants. Ces crises traduisent ainsi des dysfonctionnements multifactoriels dans les sociétés (Daouda 2011 ; Hugon 2006 ; Murshed 2002 ; Stewart 2004). L'exemple du Sahel nous rappelle que les conflits naissent parfois d'une tension liée au foncier ou à la gestion de ressources, aggravées par la détérioration des modes de gestion d'écosystèmes et par une désertification qui exacerbe les tensions écologiques. Ces conflits s'adosent également à une marginalisation des zones éloignées du centre politique, économique et décisionnel en sus d'autres facteurs géopolitiques et idéologiques. Les facteurs démographiques conjugués à des défis importants en termes de développement peuvent donc être à la fois sources et conséquences des conflits.

Le lien entre population, et tout particulièrement croissance démographique, et le conflit armé dans des contextes de précarité, inégalité et fragilité, n'est pas nouveau (Brunborg et Urdal 2005), et s'est d'ailleurs le plus souvent conjugué en lien avec les aspirations et la montée de nouvelles générations. Que l'on pense aux visions malthusiennes ou encore à certains travaux plus récents sur l'instabilité corrélée à une surreprésentation des jeunes (*youth bulge*) ou encore le risque décuplé de conflits sociaux lors d'un accroissement important de la population (ex. Flückiger et Ludwig 2018 ; Menashe-Oren 2020 ; Urdal 2006), les questions de démographie et d'insécurité ont été le sujet de nombreuses études, quoique souvent étudiées dans le cadre de recherches économétriques. Ces questions sont de nouveau à l'agenda avec la forte croissance démographique enregistrée depuis des décennies dans les pays africains en général et ceux du Sahel et d'Afrique centrale en particulier. Cette croissance génère de grandes inquiétudes quant à son potentiel explosif, en raison du fait que ces catégories de population délaissées et sans réelles opportunités socio-économiques constituent de possibles réservoirs pour la formation ou l'alimentation de groupes armés.

Qu'il s'agisse de l'articulation des liens entre contextes socio-économiques et crises sécuritaires ou encore de l'impact des changements démographiques sur les risques de conflits, ce lien entre populations et insécurité se conjugue avec les réalités du développement. Les conflits locaux sont liés à l'occupation de la terre, à l'insécurité environnementale, aux changements démographiques, incluant les mouvements de population. Ils contribuent ainsi à des dynamiques conflictuelles au niveau régional ou national, ou encore aux divisions inter-identitaires, de nature religieuse par exemple. La relation entre démographie, développement et conflit, y compris ceux de nature violente, est ainsi multiforme.

Comprendre la manière dont cette relation se décline de manière concrète appelle toutefois à une exploration plus spécifique de ces réalités. La relation inverse, soit l'impact des crises sécuritaires et des conflits sur les populations et leur développement socioéconomique a également été explorée, souvent sous l'angle de l'économétrie et en termes des coûts liés au renversement du développement de la guerre.

Son articulation plus fine et le vécu spécifique de ces formes de 'développement à rebours' sont beaucoup moins abordés (Collier et. al. 2003), malgré le fait qu'il puisse, à son tour, être source d'insécurité ou de précarisation endémique. De même, les implications démographiques de ces crises, notamment les plus récentes, en termes de changements dans l'occupation de l'espace et de dynamique des populations, sont peu documentées.

3. Objectifs de la journée d'étude

Les objectifs de la journée d'étude visent à explorer de manière pluridisciplinaire, mais également à différents niveaux (local, national, sous-régional), l'expression des liens entre population, développement et crises sécuritaires, ou à l'inverse l'impact de l'instabilité sur le développement des populations. L'étude de cas concrets de l'articulation démographie-développement-insécurité est fortement encouragée. Il s'agit de faire ressortir tant la manière dont des enjeux de population et de développement contribuent aux crises sécuritaires, incluant au niveau local et national, mais également parfois au niveau régional ou sous régional, que la manière dont ces crises affectent les populations et leur développement socioéconomique. Il s'agit également de faire ressortir le rôle de différents acteurs, des populations aux différents paliers de gouvernance (municipalité, régions, État), dans le déclenchement, l'intensification ou la résolution des tensions et conflits. En appui à cette exploration des enjeux de populations, sécurité et développement, la journée se penchera également sur les questions d'approches et de méthodologies à déployer pour l'étude de ces problématiques dans le cadre de zones dites 'non sécuritaires' ou en conflit.

Les thématiques plus spécifiques par rapport auxquelles sont attendues des communications incluent :

- Liens entre dynamiques identitaires locales (ex. religieuses, idéologiques, socio-économiques) et revendication et polarisation ;
- Liens entre évolutions démographiques (locales, nationales et/ou régionales) et crises sécuritaires et conflits ;
- Liens entre conflits et inégalités socio-économiques et politico-judiciaires ;
- Les liens entre mouvements de population, insécurités environnementales et conflits ;
- Réalités urbaines et rurales des crises sécuritaires et des conflits en Afrique ;
- Gestion des enjeux démographiques locaux par les États et crises sécuritaires
- Rôle des populations dans la transmission/propagation des enjeux de conflits ;
- Conséquences des crises sécuritaires sur le bien-être des populations et leur développement socioéconomique ;
- Crises sécuritaires et santé (l'accès aux services et les menaces sur la santé notamment la santé maternelle, santé sexuelle et reproductive, ainsi que la morbidité et la mortalité)
- Crises sécuritaires et éducation (accès à l'école, menace sur les ressources humaines, déstructuration des familles et lien avec la socialisation des enfants, etc...)
- Coûts démographiques des conflits armés ;



Chaire UNESCO
« Défis partagés du développement :
savoir, comprendre, agir »
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - IEDES

- Crises sécuritaires et mouvements de population (enjeux, modalités, conséquences dans les zones de départ et d'arrivée) ;
- Impact sur le développement social et économique des mouvements de population dans le cadre de crises sécuritaires ;
- Réponses institutionnelles à l'insécurité et attentes des populations ;
- Défis de la recherche (accès, collecte, mesures, biais, éthique) dans les zones de conflit ou d'insécurité à grande échelle.

4. Journées d'atelier Jeunes Chercheur.e.s

Les membres de la Chaire ont conjointement décidé de faire précéder la Journée d'étude internationale annuelle par un atelier Jeunes Chercheur.e.s destiné à des étudiant.e.s de fin de master 2 et/ou des doctorant.e.s. Proposé sur le même thème que la Journée d'étude internationale, l'objectif de ces deux journées d'ateliers est double : théorique/conceptuel et méthodologique.

Il s'agira au sein de groupes restreints (une vingtaine de personnes au maximum) de discuter des concepts liés à l'approche travaillée et, sur la base des recherches en cours des participant.e.s, d'échanger sur les méthodologies d'enquêtes, qualitative, quantitative et mixte des sciences humaines et sociales. Les ateliers seront animés par des enseignant.e.s chercheur.e.s partenaires de la chaire. Interactifs et avec des visées de formation à la recherche, ces ateliers seront l'occasion pour de jeunes chercheur.e.s de discuter de leurs travaux et des méthodologies employées.

La participation à cet atelier se fait sur sélection de dossier à envoyer avant le jeudi 19 mars 2020 à minuit composé d'un CV et d'un résumé de la recherche en cours et/ou d'un projet de recherche à adresser à iedes@chaireunescofedisdev.org

Sur demande, des financements pourront être envisagés pour les jeunes chercheur.e.s de la sous-région.

Programme préliminaire

- **Mercredi 27 mai 2020 :**

Matinée: Concepts et approches conceptuelles clés en lien avec les conflits, enjeux sécuritaires de développement et les études des populations

Après-midi: Questions méthodologiques, éthiques des études en conflit, crises sécuritaires et démographie, ainsi que discussion des stratégies de communication efficaces de la recherche

- **Jeudi 28 mai 2020 :**

Matinée et après-midi: ateliers guidés de validation et rétroaction de la recherche des étudiants



5. Dates et lieu :

- Atelier Jeunes Chercheur.e.s les **mercredi 27 et jeudi 28 mai 2020**, à l'Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo-Burkina Faso.
- Journée d'étude internationale le **vendredi 29 mai 2020** à l'Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo-Burkina Faso.

6. Calendrier pour la journée d'étude internationale

- Date de lancement de l'appel à communication : **Jeudi 19 février 2020**.
- Date limite de réception **des propositions de communication** : **jeudi 19 mars 2020** minuit.
- Réponse **aux auteur.e.s présélectionnés** : **vendredi 3 avril 2020** après examen par le conseil scientifique.
- Date limite de réception des **communications définitives** : **lundi 11 mai 2020** minuit

Les **propositions** de communication pour la journée d'étude du 29 mai ainsi que les **demandes** de participation aux ateliers jeunes chercheurs du 27 et 28 mai **comporteront les éléments suivants** :

- Attestation de rattachement à votre université
 - Titre & résumé de la communication pour la journée d'étude (environ **500 mots**)/Titre & résumé de la recherche pour les ateliers Jeunes Chercheur.e.s (environ **500 mots**), avec auteur.e.s, statut et fonction
- Envoi **avant le jeudi 19 mars** à minuit à iedes@chaireunescofedisdev.org.
Sur demande, des financements pourront être envisagés pour les jeunes chercheur.e.s de la sous-région.

Membres du conseil scientifique

- Stephen Baranyi, Politiste
- Claire Brodin, Economiste
- Sylvie Capitant, Sociologue
- Marie-Eve Desrosiers, Politiste
- Moustapha Diop, Anthropologue
- Hélène Djoufelkit, Economiste
- Raïmi Fassassi, Economiste
- Gaëlle Gillot, Géographe
- Pierre Janin, Géographe
- Hugues Kouadio, Economiste
- Anne Le Naëlou, Sociologue
- Firouzeh Nahavandi, Sociologue
- Valérie Rouamba, Sociologue
- Laurence Roudart, Economiste
- Abdoul Sogodogo, Politiste
- Sadio Soukouna, Politiste
- Abdramane Soura, Démographe
- Madeleine Wayack-Pambè, Démographe*
- Marie-Hélène Aubert, Agro-écologie
- Elisabeth Hofmann, Economiste